

ANNE GUILLOU

TRAVAIL FÉMININ AU VILLAGE

Tracas, pertes et profits

L'observation des activités féminines dans un village du Sud-Bénin

La réflexion qui suit s'inscrit dans un ensemble d'études ponctuelles sur le travail des femmes rurales africaines, travail effectué essentiellement dans l'enceinte domestique et dont une fraction importante ou la totalité est destinée à l'échange marchand. L'unité d'observation est un village du Sud-Bénin, situé dans la vallée de l'Ouémé, à moins de trente kilomètres de l'ancienne capitale dahoméenne, Porto-Novo. Les villageois sont agriculteurs, commerçants, employés de l'administration du chef-lieu de district ou manoeuvres, hommes sans terre offrant leurs services à quiconque. Les épouses se sont toujours distinguées par leurs activités commerçantes. On les voit sur la place du village même, Mitro, mais également dans les localités proches, écoulant les produits préparés la veille dans la case-cuisine.

Ce village comptait en 1966 environ 1 000 habitants ; en 1983, on y dénombrait 2 025 personnes. Mitro a été un lieu privilégié d'interventions de toutes sortes : impulsions d'ordre technique, culturel, influences politiques et religieuses. Cette collectivité se révèle tour à tour une unité dynamique ou passive, en position de résistance ou d'ouverture. En elle se lisent les effets d'une interaction entre le pouvoir et les lignages, les

groupes domestiques et les groupes de femmes. Les observations menées sur la distribution des tâches au sein des ménages dans les économies de petite production marchande ont porté sur trois thèmes principaux :

- une activité féminine traditionnelle pour l'échange marchand. Dans la chaîne opératoire qui mène de la matière brute au produit achevé, l'homme intervient parfois et le mode de rémunération masculine est différent du mode de rémunération féminine. La différence est plutôt favorable aux hommes ;
- une action de développement axée sur une croissance de la production. Lors d'un premier séjour (1968-1970), mes fonctions m'amènèrent à évaluer la progression de la culture rizicole dans ce périmètre de terre fluviale. Durant ma seconde mission (1982-1983) où je constatais que le projet de développement n'avait pas survécu à ses initiateurs (l'aide financière internationale avait soutenu quelques années les bonnes volontés paysannes), je m'appliquais à étudier plus précisément le bénéfice que tirent les épouses d'agriculteurs et les femmes du village d'une action concertée en faveur de la production agricole. Dans la structure villageoise, soumise à des opérations de développement, conçues et financées du dehors, la prospérité relative et incertaine des femmes est le fait de retombées monétaires conjoncturelles et non d'une amélioration des conditions d'accumulation propre ;
- l'expérimentation d'une collectivisation des tâches liées au travail productif de la femme. Quelle que soit la rentabilité théorique d'une activité féminine, cette rentabilité se perd inévitablement du fait de l'adjonction constante de tâches nécessaires (soins aux enfants, entretien de la famille) à l'activité de production proprement dite. Le travail productif de la femme ne se réalise jamais que dans les interstices des obligations familiales. En l'état actuel de ces formations sociales, aucune réforme, aucune révolution ne semblent en mesure de dispenser les travailleuses de leurs charges maternelles et conjugales. Il est donc indispensable de prendre en compte ces données, plus particulièrement lorsqu'on tente de promouvoir des actions spécifiques en direction des femmes.

Les recherches à la base de ces réflexions se situent aux antipodes des enquêtes menées dans le cadre de la planification nationale. C'est ici une forme d'investigation particulière, l'observation d'une unité réduite, dans sa quotidienneté et ses bouleversements périodiques.

En posant la question de l'unité pertinente d'observation, on pose du même coup la question des rapports de l'individuel et du structurel, de l'acteur et de sa position dans la société globale, du système lignager et villageois dans une formation sociale historique. Un va-et-vient de l'interrogation entre le niveau structurel et le niveau interpersonnel est un protocole nécessaire car, lorsqu'il s'agit de l'étude des femmes, on ne peut omettre de les voir à travers le prisme du mariage. Systèmes sociaux et structures familiales s'interpénètrent.

Structures sociales et familiales

L'étude dont il est fait état ici concerne les femmes africaines de la frange Atlantique dont on dit qu'elles sont femmes du négoce et de la terre. Ici, comme souvent en Afrique, la philosophie, les usages et le niveau de vie se combinent pour attribuer aux femmes une fonction génitrice primordiale. Il y a pour toutes devoir de procréation et l'édification de la personnalité féminine passe par le mariage et les maternités. C'est l'un des fondements de la structure sociale.

En même temps, ces femmes rurales sont actives, entrepreneuses, productrices de biens alimentaires et artisanaux qu'elles vendent sur les marchés, les chantiers, aux portes des écoles et des administrations. Les femmes salariées sont minoritaires. Pourvoyeuses de nourriture dans leur ménage, elles assurent le même service dans toute concentration humaine ou lieu de passage. Nourrir les siens suppose, pour beaucoup de femmes, nourrir les autres, même si elles attendent du père de leurs enfants une contribution substantielle.

Un village africain de quelques centaines, plus rarement de quelques milliers de personnes, constitue une unité d'observation fructueuse lorsqu'il s'agit de saisir, dans la sphère familiale et sociale, le travail des femmes mariées et chargées

d'enfants. Le village est à la fois une unité structurelle, historique, administrative et économique. Les lignages y sont répertoriés et le chef de village exerce un pouvoir à caractère intégratif. Les actions collectives sont entreprises sous son initiative. Dans cette unité, on peut lire l'influence et l'impact des interventions extérieures comme les campagnes de développement conçues dans la capitale. Or, il faut bien reconnaître que le village demeure le sanctuaire des règles de fonctionnement social. Statuts et rôles sociaux sont, de façon permanente, soumis au contrôle social. Forces d'intégration et forces d'éclatement s'y recomposent. Le village est aussi le lieu où aboutissent et prennent forme les mots d'ordre et procédures élaborés ailleurs. Ces collectivités de base se révèlent tour à tour unités actives ou en sommeil, en état de réceptivité ou de rejet. C'est encore au village que l'on peut établir des groupes de femmes puisque la position différenciée de celles-ci est connue de tous : il y a loin de la boutiquière dotée par son oncle commerçant, à l'épouse du paysan sans terre, à la veuve dépouillée de tout.

Les phases inégales de la chaîne opératoire

Dans le déroulement d'une opération traditionnelle, la préparation de l'huile de palme à partir des noix de palmier, les hommes interviennent à deux reprises dans le processus complexe de fabrication. La nature de l'intervention masculine, l'espace-temps de cette activité ponctuelle, son mode de rémunération, s'écartent des formes de travail féminin. Situées à la phase initiale de la chaîne, puis à mi-parcours, les interventions de l'homme sont courtes, programmables et clairement comptabilisables : abattage des régimes de noix, broyage par piétinement des noix cuites. Ceux qui s'adonnent à ces activités sont des hommes sans terre (ou sans terre suffisante), des manoeuvres et nullement les époux des femmes que l'on observe.

Ces séquences de travail masculin dans un processus de production féminine, limitées dans le temps, codifiées et rémunérées selon la loi du marché (700 F CFA ⁽¹⁾ de l'heure) se

1. 1 F CFA = 0,02 FF.

différencient du reste des phases opératoires. Ramassage des noix fraîches, transport, cuisson et extraction de l'huile, activités toutes féminines, supposent déplacements, préparation, anticipation. Aucune de ces opérations ne dispense d'ailleurs des charges domestiques habituelles, épluchage de manioc, toilette des enfants, etc. Aussi les séquences féminines n'ont-elles jamais été soumises à un comptage, à une évaluation horaire.

A la fin du processus, la femme présente son produit sur le marché local. Les fluctuations de l'offre et de la demande sont à prendre en compte et elle doit les affronter. Le bénéfice qu'elle retire de sa préparation est fonction de la saison (période de haute et de basse production), de l'état du marché, totalement ouvert à la concurrence.

Quant à l'homme qui est intervenu au cours de deux séquences préparatoires, il peut ignorer le prix de vente réel du produit au marché : sa contribution fait l'objet d'une rémunération quasi indépendante des cours conjoncturels. Le plus démuné des manoeuvres, en descendant dans la sphère de production féminine, peut y effectuer un travail que la collectivité estime qualifié, spécifique, dont la valeur d'échange est reconnue socialement. La femme, quant à elle, confectionne un produit dans l'enclos domestique. Il serait assimilable à toute préparation culinaire familiale, et donc sans valeur d'échange, s'il n'y avait volonté de le porter au marché. Le présenter sur un étal change sa nature, sans pour autant que l'on prenne en compte la valeur réelle du travail fourni. Autre sexe, autre mesure du temps et de sa valeur.

Le projet de développement et l'enrichissement fugitif

Le village de Mitro a été, durant toute la période coloniale, un terrain d'investigation et d'expérimentation des experts et des administrateurs. Le soleil, la crue du fleuve, la bonne volonté des chefs du village tenant dans leurs mains des paysans volontiers frondeurs, ont contribué à faire de cette région du fleuve Ouémé une sorte de laboratoire végétal dont le dernier grand geste fut l'ensemencement rizicole des années 70. Le projet

financé par les Nations-Unies devait aboutir à l'adoption définitive de la culture du riz dans un paysage voué au maïs. Les villageois virent, avec une inquiétude mêlée d'espérance, les experts sillonner les parcelles et les bords du fleuve, sonder la terre et les sources. Sous l'arbre à palabres, on débattait indéfiniment sur la meilleure manière de se faire dédommager de cette intrusion. D'emblée, c'était là un projet masculin : les chefs de famille chefs de terre étaient les premiers concernés ; mais également les cadets, les paysans sans terre en quête de quelque emploi d'aide-chauffeur ou de terrassier.

La période d'implantation du projet rizicole fut la plus prospère. L'aménagement des parcelles nécessita la mobilisation des forces valides. Détournés quelques temps de leurs champs, ces paysans futurs coopérateurs furent dédommagés par le paiement des journées de terrassement et des premiers semis. Les sommes ainsi introduites dans les circuits d'échanges locaux se répercutèrent sur l'ensemble des actifs. On n'avait rien prévu pour les femmes. La formation spécialisée à la culture rizicole fut réservée aux hommes ainsi que toutes les opérations attenantes à l'aménagement (routes, pistes, canaux).

Les experts étrangers, relayés par les agronomes nationaux, tablaient sur l'amélioration des trésoreries des paysans stabilisés par l'introduction d'une culture de rapport. Partageant l'idéologie commune aux techniciens du développement, qui veut qu'un meilleur revenu du chef de famille signifie obligatoirement un meilleur sort pour l'épouse et les enfants, les responsables de cette opération ne songeaient nullement à une action spécifique en direction des femmes.

Celles-ci trouvèrent leur place lorsqu'une pénurie de main-d'oeuvre hypothéqua les chances de moisson dans les conditions satisfaisantes. Femmes et enfants constituèrent rapidement la force de travail de secours. Les journées de travail furent payées selon un tarif identique. Il en résulta un assainissement de leurs trésoreries.

Elles n'avaient pas attendu cette embauche tardive pour reconsidérer leur condition de travailleuses. Les fabricantes d'huile de palme, d'alcool de vin de palme, de *gari*, de poisson fumé ou de beignets de toutes sortes virent avec satisfaction la

vallée herbeuse transformée en un immense chantier. Quantité d'hommes éloignés de leur foyer constituaient une clientèle précieuse. Mères et filles s'activaient autour des chaudrons. Les revenus proprement féminins crûrent avec l'extension du projet et le déracinement des hommes affermit momentanément les ressources monétaires des femmes.

Le pouvoir d'achat des femmes s'améliora quelques années, le temps de l'extension des parcelles. Ce mouvement se ralentit et peu à peu la régression des terres ensemencées s'amorça. Le rendement des parcelles aménagées se révéla moins favorable que la rémunération des journées de terrassement. Les jeunes gens qui avaient reçu des indemnités journalières se portèrent candidats à l'émigration urbaine. Douze ans plus tard, lorsque je revins dans la Vallée, je constatais que plus un épi de riz ne poussait là où l'on avait compté jusqu'à deux mille hectares de cette céréale. Une trop faible rémunération du grain avait découragé les agriculteurs de la région qui s'étaient à nouveau tournés, comme avant l'aménagement, vers la culture du maïs.

Le projet rizicole de la Vallée de l'Ouémé illustre parfaitement la volonté politique d'intégration des régions et d'affermissement de l'appareil d'encadrement paysan. Certes, un plan de développement rizicole se justifiait techniquement dans de tels espaces : sols et hydrographie favorables. Mais le protocole d'intervention a plus fait pour la consolidation du corps des gestionnaires des surplus paysans que pour la classe paysanne elle-même. Les femmes du village qui se situaient différemment des hommes par rapport à l'innovation culturelle, partagèrent un moment avec eux l'illusion de l'enrichissement. Elles partagèrent aussi la régression qui suivit le retrait des équipes techniques et l'assèchement des parcelles.

La tentative de socialisation d'une activité féminine

Longtemps les animations féminines furent axées sur l'hygiène, l'amélioration nutritionnelle. L'impulsion révolutionnaire au Bénin orienta l'encadrement féminin vers la production des biens de consommation. Les instances politiques escomp-

taient des regroupement de femmes un accroissement des masses produites (huile, manioc, maïs, etc.). Les femmes volontaires se réunirent en petites équipes. Le groupe d'Ifangni, au Sud-Bénin, comptait dix-sept femmes, réparties en équipes de quatre à six personnes, choisissant leurs responsables. Elles se rendaient à l'atelier aussi souvent que possible, se ménageant des jours de liberté pour les obligations proprement domestiques et relationnelles.

Ces femmes disposaient d'une cantine et un repas était servi chaque jour. Une fois par semaine, des démonstrations de nouveaux mets étaient programmées et les enfants en bas âge qui accompagnaient leur mère à l'atelier recevaient une alimentation équilibrée. Une fois par mois, des consultations médicales étaient organisées. S'y déroulaient également des causeries sur la puériculture, la nutrition, l'hygiène corporelle, l'économie familiale et le rôle des femmes dans l'éducation des enfants et dans le village.

Le travail dans l'atelier se déroulait comme suit : chaque équipe achetait son manioc et l'apportait à l'atelier. Chaque personne devait traiter 50 à 70 kilos : lavage, épluchage, râpage et essorage. Pendant que deux ou trois personnes de chaque équipe s'occupaient de la cuisson, les autres tamisaient. Chaque matin, la cuisinière du jour était désignée.

Le *gari*, confectionné ainsi, était vendu et la recette partagée au prorata des journées de travail effectives, après retenue destinée à couvrir les frais d'entretien de l'atelier et des moyens de travail.

Lancé en 1974, le groupement a connu des difficultés et ralenti ses activités. En 1978, il fut dissous. Les femmes estimaient que leur activité n'était guère rentable. L'augmentation du prix des moyens de travail qui portait le prix de revient du *gari* à 164 F CFA/kg, ne leur permettait plus de concurrencer les productions individuelles des autres femmes qui, ayant travaillé isolément dans leur case-cuisine, livraient le leur sur le marché à 80 ou 100 F CFA.

Cette fois, les antagonistes sont des femmes également, cantonnées dans les formes traditionnelles du travail domes-

tique destiné à l'échange marchand. Les arguments économiques que les coopératrices exhibent comme cause de leur échec sont sans doute acceptables, même si l'on peut penser qu'ils ne sont pas les seuls facteurs de la cessation du travail en groupe. La thèse économique s'explique aisément : les outils de production sont sensiblement identiques, le rendement des travailleuses comparable. Une productivité satisfaisante pour une travailleuse isolée s'avère insuffisante dans une structure collective qui désire incorporer, au temps de travail proprement dit, des actions éducatives. Pour devenir concurrentiel, le groupe aurait dû produire à moindre coût, c'est-à-dire approximativement gratuitement, comme la femme isolée dans sa case. Or, il était entendu que le regroupement des femmes entraînait en quelque sorte une rémunération de leur travail en fonction du temps passé à le confectionner. D'où le prix de vente supérieur à celui des travailleuses isolées.

Une technologie plus performante aurait aussi permis aux femmes groupées un gain de productivité. Mais elles produisaient avec les mêmes râpes, les mêmes chaudrons que leurs consœurs dispersées.

L'orientation de ces groupements, la volonté de concilier travail, production et éducation, font de ces initiatives des modèles théoriquement exemplaires. L'innovation, l'amélioration des niveaux de vie, de santé et d'hygiène, passent sans doute par de telles associations. Les effets escomptés ne sont mesurables qu'à long terme, mais leur caractère souterrain ne doit pas entraîner l'abandon de tels objectifs. La faiblesse du système réside dans la volonté d'une recherche de rentabilité économique de l'opération. Cette rentabilité serait difficilement atteinte même débarrassée des pesanteurs non directement productives (séances de démonstration nutritionnelle par exemple). Il est vain de la rechercher dans un travail productif qui se veut aussi travail social.

On peut rappeler que tout système de production contient sa propre rationalité. La production de la femme dans la concession familiale, la vente du surplus confectionné sur le marché, semblent un type d'organisation solide. Il concilie les fonctions maternelles d'éducatrice et de pourvoyeuse de nourriture. Dans

les interstices des obligations familiales, la femme libère quelques laps de temps pour un travail reconnu comme productif. Si l'on veut étendre cette part de son existence, au nom d'une urgence nationale, il faut reconsidérer l'ensemble du système : améliorer la productivité par l'incorporation de nouvelles techniques, faciliter l'accès aux matières premières en soutenant la trésorerie des femmes (augmentation générale du pouvoir d'achat qui autorise une élévation du prix des biens alimentaires) et prendre en charge cette éducation des femmes qui, à long terme, se répercutera sur leur qualification.

Le groupement des forces de travail féminines est souvent éphémère, ce qui révèle que les forces d'intégration domestiques restent dominantes. Seul le salariat peut être une force antagoniste. Le caractère éphémère des actions collectives vient aussi du fait qu'elles sont commandées d'en-haut. Le succès de la période de lancement tient avant tout à l'injection de crédits extérieurs qui constituent un facteur de mobilisation des énergies là où le sens du négoce cohabite avec un sentiment de baisse du pouvoir d'achat. Les animateurs et encadreurs se donnent à fond dans ces opérations où se joue leur promotion individuelle. Lorsque la radio nationale ou l'organe central de coopération désigne tel groupement comme lauréat, le vedettariat contraint et aide à poursuivre. Le plus souvent, la pesanteur quotidienne, les obligations familiales, déplacent l'urgence vers le champ contraignant des obligations fondamentales. Le « développement » entre dans la liste des évocations collectives.

L'analyse de l'unité restreinte que constitue le village permet de rendre compte des multiples déterminations du travail des femmes. Avec et contre les hommes dans une activité dite féminine ; à côté d'eux, mais quasi invisibles, lorsque les instances administratives et politiques descendent dans la Vallée ; ensemble et en conflit lorsqu'elles tentent de tirer un meilleur parti de leurs énergies. Les femmes de ces villages du Sud-Bénin s'affirment, sans conteste, comme groupe social. L'observateur étranger qui se fixe au marché, est frappé par une apparente disparité entre l'assiduité et la durée de leur présence dans ces lieux et l'enjeu monétaire des transactions effectuées. On vient pour vendre presque rien et souvent de fort loin. En

fait, ce qu'elles échangent, ce n'est pas exclusivement des biens mais aussi des salutations, des politesses, des cadeaux (et un cadeau est un crédit chez l'autre), des injures, des coups parfois, des espérances de mariage aussi... Le marché est la mise en scène régulière et régulée de la collectivité villageoise féminine. Rares sont les hommes dans cet univers : quelques grossistes, quelques porteurs, hommes à tout faire. Hors du regard masculin, c'est au marché que se reconstitue l'identité féminine comme force agissante. On montre son produit et on se montre. On existe. A qui n'a rien à vendre, il n'est pas d'existence sociale.

Bibliographie

- Verneuil P., 1984. « *Les enquêtes sur la consommation et le niveau de vie en Afrique. Quelques orientations méthodologiques* », INSEE, 94 p.
- Kinda F., 1987. « *Ménages populaires à Ouagadougou* », *Thèse de Doctorat de Sociologie*, Nantes. L'auteur s'est appliquée à définir les classes de ménages et les ressources spécifiques des hommes, des femmes, dans les unités familiales de cette capitale.